



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.684/2/V
du 24 juillet 2013

advies 53.684/2/V
van 24 juli 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
15 mars 1968 portant
règlement général sur les
conditions techniques
auxquelles doivent répondre
les véhicules automobiles et
leurs remorques, leurs éléments
ainsi que les accessoires de
sécurité'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
15 maart 1968 houdende
algemeen reglement op de
technische eisen waaraan de
auto's, hun aanhangwagens,
hun onderdelen en hun
veiligheidstoebehoren moeten
voldoen'

Le 8 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 24 juillet 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, président, Jacques VANHAEVERBEEK, président de chambre, Martine BAGUET, conseiller d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 juillet 2013.

*

Op 8 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 24 juli 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, voorzitter, Jacques VANHAEVERBEEK, kamervoorzitter, Martine BAGUET, staatsraad, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 juli 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des trois gouvernements de région, conformément à l'article 6, § 4, 3^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Ne figurent toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que les copies des lettres adressées aux différents gouvernements de région et datées, tout comme la demande d'avis, du 2 juillet 2013.

Il revient à l'auteur du projet de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

2. Conformément à l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 21 juin 1985 'relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre toute véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité', le projet examiné doit être soumis à l'avis de la commission administration-industrie.

Cet avis, bien que mentionné dans le préambule du projet, ne figure toutefois pas dans le dossier joint à la demande d'avis.

Il revient à l'auteur du projet de vérifier également le bon accomplissement de cette formalité préalable.

CONFORMITÉ AUX NORMES SUPÉRIEURES

1. La lettre de demande d'avis et les courriers adressés aux gouvernements de région dans le cadre de la procédure d'association précisent :

« ce projet d'arrêté royal vise à modifier l'arrêté royal du 15 mars 1968 visé sous objet afin d'adapter plusieurs dispositions suite à l'évolution technique et aux nouvelles prescriptions européennes ».

Ni le projet examiné ni aucun autre document figurant dans le dossier joint à la demande d'avis, ne permettent cependant de déterminer quelles sont ces « nouvelles prescriptions européennes »¹ auxquelles le projet examiné vise à adapter l'arrêté royal du 15 mars 1968 'portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

Dans ces circonstances, et eu égard au caractère technique des normes concernées, il n'a pas été possible, dans le cadre du présent examen, de vérifier de manière exhaustive la conformité des normes techniques en projet aux normes européennes précitées.

C'est sous cette réserve que les observations suivantes sont formulées.

2. Si les « nouvelles prescriptions européennes » que le projet examiné vise à implémenter dans la réglementation nationale ont été adoptées sous la forme de directives, il convient de consacrer un nouvel article 1^{er} du projet à la mention du fait qu'il en assure la transposition.

Dans les autres cas, il serait utile de consacrer un considérant du préambule du projet à l'identification des règlements concernés. Il est renvoyé sur ce point à l'observation qui précède.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 1^{er} du projet vise à insérer un nouveau point 119 dans l'énumération figurant à l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité.

¹ Au sein desquelles il convient de distinguer les règlements adoptés par la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU), dans le cadre de l'Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions, signé à Genève, le 20 mars 1958, et le droit communautaire dérivé.

Au sein de ce dernier, il convient plus particulièrement d'avoir égard :

- à la directive 2007/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 septembre 2007 'établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules (directive-cadre)';
- à la directive 2009/40/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009 'relative au contrôle technique des véhicules à moteur et de leurs remorques (refonte)';
- au règlement (CE) n°661/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 'concernant les prescriptions pour l'homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés';
- ainsi qu'aux mesures d'application adoptées par la Commission européenne conformément aux textes précités.

Cette disposition doit être corrigée pour tenir compte du fait que l'arrêté royal du 17 juin 2013 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'², a déjà inséré des points 119, 120, 121 et 122 dans cette énumération.

Article 3

1. Dans le texte français de l'article 23, § 2, B. 3., en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité (article 3 du projet examiné), il convient de se référer aux directives 71/320/CEE et 79/489/CEE, ainsi qu'au règlement (CEE-ONU) n° 13 de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) 'Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules des catégories M, N et O en ce qui concerne le freinage'.

2. Il convient, en outre, de vérifier la correction de la référence spécifique qui semble y être faite à la révision 4 du règlement (CEE-ONU) n° 13 précité en ce qui concerne le freinage. En effet :

- le règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 'concernant les prescriptions pour l'homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés (version consolidée)' se réfère, en son annexe IV – Liste des règlements CEE-ONU ayant valeur contraignante, au complément 3 (de la révision 6) à la série 11 d'amendements, entré en vigueur le 17 mars 2010 au niveau international (et publié au J.O. L297 du 13 novembre 2010) ;

- le règlement (CEE-ONU) n° 13 fait déjà l'objet d'une 7^e révision, laquelle comporte elle-même quatre amendements, dont le dernier constitue le complément 9 à la série 11 d'amendements, entrée en vigueur le 18 novembre 2012 au niveau international³.

ANNEXES

1. Le texte de l'annexe 1 du projet (annexe 6, en projet, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité) doit être complété par les notes de bas de page 3 à 13, auxquelles renvoie le tableau que comporte cette annexe.

2. Chaque annexe du projet doit être complétée par la mention « vu pour être annexé à notre arrêté du (...) 'modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité' » et soumise aux mêmes signatures et contreseings que l'arrêté auquel elle est jointe.

² Entré en vigueur le 1^{er} juillet 2013.

³ Documents publiés sur le site Internet de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (<http://www.unece.org/trans>).

OBSERVATION FINALE

Dans un souci de sécurité juridique, les dispositions de l'arrêté royal du 15 mars 1968 que le projet vise à modifier doivent être identifiées avec précision. Cela implique, dans le membre de phrase liminaire de chacune des dispositions modificatives du projet :

- de mentionner toutes les modifications encore en vigueur déjà subies par l'article, le paragraphe, ou l'alinéa qui y est visé ;

- de distinguer si ces opérations précédentes ont inséré, remplacé, ou modifié l'article, le paragraphe, ou l'alinéa qui y est visé.

L'ensemble du dispositif sera revu à la lumière de ces principes.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moeten de drie gewestregeringen worden betrokken bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp.

In het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd bevinden zich evenwel slechts de afschriften van de brieven die aan de verschillende gewestregeringen zijn overgezonden en die net als de adviesaanvraag 2 juli 2013 zijn gedateerd.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

2. Overeenkomstig artikel 1, § 3, van de wet van 21 juni 1985 ‘betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen’, moet het voorliggende ontwerp om advies worden voorgelegd aan de commissie administratie-nijverheid.

Alhoewel dat advies in de aanhef van het ontwerp wordt vermeld, bevindt het zich niet in het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd.

De steller van het ontwerp moet ook nagaan of dit voorafgaand vormvereiste naar behoren is vervuld.

OVEREENSTEMMING MET DE HOGERE RECHTSNORMEN

1. In de brief met de adviesaanvraag en in de brieven die zijn overgezonden aan de gewestregeringen teneinde ze bij het uitwerken van het ontwerp te betrekken, wordt het volgende gesteld:

“Dit ontwerp van koninklijk besluit beoogt het wijzigen van het hierboven omschreven koninklijk besluit van 15 maart 1968, teneinde verscheidene bepalingen ervan aan te passen aan de evolutie van de techniek en aan nieuwe Europese voorschriften”.

Uit het voorliggende ontwerp noch uit enig ander document van het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, kan echter worden opgemaakt welke deze “nieuwe Europese voorschriften”¹ zijn waarop het voorliggende ontwerp het koninklijk besluit van 15 maart 1968 ‘houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen’ beoogt af te stemmen.

In deze omstandigheden en gelet op de technische aard van de betreffende normen, kon in dit onderzoek onmogelijk volledig worden nagegaan of de ontworpen technische normen met de voornoemde Europese normen overeenstemmen.

Onder dat voorbehoud worden de volgende opmerkingen geformuleerd.

2. Indien de “nieuwe Europese voorschriften” die het voorliggende ontwerp in de nationale regelgeving beoogt in te voeren, in richtlijnen zijn vastgesteld, moet in een nieuw artikel 1 van het ontwerp worden vermeld dat het ontwerp die richtlijnen omzet.

In de andere gevallen zou het nuttig zijn de betreffende verordeningen in een overweging van de aanhef van het ontwerp te vermelden. In dat opzicht wordt verwezen naar de voorgaande opmerking.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikel 1

Artikel 1 van het ontwerp beoogt een nieuw punt 119 in te voegen in de opsomming vervat in artikel 1, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968.

Deze bepaling moet worden verbeterd teneinde rekening te houden met het feit dat het koninklijk besluit van 17 juni 2013 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van

¹ In deze voorschriften moet een onderscheid worden gemaakt tussen enerzijds de verordeningen vastgesteld door de Europese economische commissie van de Verenigde Naties (VN/ECE) in het kader van de Overeenkomst betreffende het aannemen van eenvormige technische voorschriften die van toepassing zijn op voertuigen op wielen, uitrustingsstukken en onderdelen die in een voertuig op wielen kunnen worden gemonteerd of gebruikt en de voorwaarden voor wederzijdse erkenning van overeenkomstig deze voorschriften verleende goedkeuringen, ondertekend te Genève op 20 maart 1958, en anderzijds het afgeleide communautair recht.

In dat afgeleide recht moet inzonderheid rekening worden gehouden met:

- richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 september 2007 ‘tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen en aanhangwagens daarvan en van systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd (Kaderrichtlijn)’;
- richtlijn 2009/40/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 mei 2009 ‘betreffende de technische controle van motorvoertuigen en aanhangwagens (Herschikking)’;
- verordening (EG) nr. 661/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 ‘betreffende typegoedkeuringsvoorschriften voor de algemene veiligheid van motorvoertuigen, aanhangwagens daarvan en daarvoor bestemde systemen, onderdelen en technische eenheden’;
- alsook de uitvoeringsmaatregelen die de Europese Commissie overeenkomstig de voornoemde teksten heeft vastgesteld.

15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'² reeds punten 119, 120, 121 en 122 in deze opsomming heeft ingevoegd.

Artikel 3

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 23, § 2, B.3., van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 (artikel 3 van het voorliggende ontwerp), moet worden verwezen naar de richtlijnen "71/320/CEE" en "79/489/CEE" en naar reglement "(CEE-ONU) n° 13 de la Commission économique pour l'Europe des Nations unies (CEE-ONU) 'Prescriptions uniformes relatives à l'homologation des véhicules des catégories M, N et O en ce qui concerne le freinage'".

2. Bovendien moet de correctheid worden nagegaan van de specifieke verwijzing die daarin klaarblijkelijk wordt gemaakt naar herziening 4 van het voornoemde reglement (VN/ECE) nr. 13 betreffende het remsysteem. Immers:

- in bijlage IV - Lijst van VN/ECE-reglementen die verplicht van toepassing zijn, van verordening (EG) nr. 661/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 13 juli 2009 'betreffende typegoedkeuringsvoorschriften voor de algemene veiligheid van motorvoertuigen, aanhangwagens daarvan en daarvoor bestemde systemen, onderdelen en technische eenheden (geconsolideerde versie)' wordt verwezen naar supplement 3 (van herziening 6) op wijzigingenreeks 11, internationaal op 17 maart 2010 in werking getreden (en bekendgemaakt in P.B. L297 van 13 november 2010);

- reglement (VN/ECE) nr. 13 heeft reeds een zevende herziening ondergaan die zelf vier wijzigingen bevat; het laatste daarvan vormt supplement 9 op wijzigingenreeks 11 die op 18 november 2012 internationaal in werking is getreden.³

BIJLAGEN

1. De tekst van bijlage 1 bij het ontwerp (ontworpen bijlage 6 bij het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968) moet worden aangevuld met de voetnoten 3 tot 13 waarnaar in de tabel van deze bijlage wordt verwezen.

2. Elke bijlage bij het ontwerp moet worden aangevuld met de vermelding "gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van (...) 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'" en moet dezelfde ondertekeningen en medeondertekeningen dragen als het besluit waarbij ze is gevoegd.

² In werking getreden op 1 juli 2013.

³ Documenten bekendgemaakt op de website van de Europese economische commissie van de Verenigde Naties (<http://www.unece.org/trans>).

SLOTOPMERKING

Met het oog op de rechtszekerheid moeten de bepalingen van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 die het ontwerp beoogt te wijzigen, nauwkeurig worden aangegeven. Dat houdt in dat in de inleidende zin van elke wijzigingsbepaling van het ontwerp:

- alle nog geldende wijzigingen worden vermeld die reeds in het bedoelde artikel, in de bedoelde paragraaf of in het bedoelde lid zijn aangebracht;

- een onderscheid wordt gemaakt naargelang bij deze voorgaande wijzigingen het bedoelde artikel, de bedoelde paragraaf of het bedoelde lid is ingevoegd, vervangen dan wel gewijzigd.

Heel het dispositief moet in het licht van deze beginselen worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Yves KREINS